

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

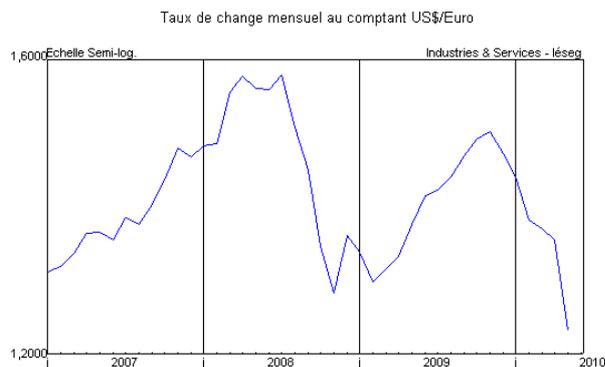
I&S Industries
& Services

Numéro 027

Achévé de rédiger le 20 mai 2010

MONDE : Défaillance dans l'Euroland

La défiance des marchés envers les finances publiques grecques a été nourrie par une rare accumulation de plusieurs dérives : énorme déficit d'exécution alors que la dette dépasse déjà le PIB, faible recouvrement des recettes publiques, abondance des prestations sociales. Elle s'est ensuite étendue à d'autres économies d'Europe du Sud et à l'Irlande, où les déséquilibres sont également très marqués. Le défi à relever par les autorités européennes exigeait donc à la fois un effort important de transparence et des engagements de grande ampleur. Ceux-ci ont été pris le 10 mai, à l'issue de réunions exceptionnelles des instances communautaires. La principale mesure est l'instauration d'un "mécanisme européen de stabilisation financière" à hauteur de 500 milliards d'euros, tandis que le FMI s'est déclaré prêt à intervenir pour 250 milliards.



Source : Banque de France d'après la BCE. Dernière donnée au 19 mai 2010.

Cette épreuve a entraîné un fléchissement de la monnaie unique, opportun pour les exportateurs européens victimes jusqu'ici de la surévaluation de l'€uro. Cette évolution devrait conforter une reprise européenne qui n'a été guère dynamique fin 2009 et début 2010. L'activité déçoit en regard de la vigueur des économies émergentes quels que soient les continents, mais aussi envers la montée en puissance de la reprise de l'activité américaine, fondée sur un réveil quasi général de la demande intérieure.

L'économie des **États-Unis** a progressé de +3,2% en rythme annuel au premier trimestre 2010 contre +5,6% au quatrième trimestre 2009. La croissance a été tirée par la demande intérieure, qui n'avait jamais été aussi forte depuis le premier trimestre 2007. La consommation des ménages s'est en effet accélérée, à +3,6% sur les trois premiers mois de l'année soit plus que le double de celle des trois mois précédents (+1,6%). Le secteur manufacturier reste le premier moteur de la reprise. Sur un an, la production industrielle a encore augmenté de +4,1% en avril, après +4,8% en mars et le taux d'utilisation des capacités productives a atteint 71,2% par rapport à un minimum de 65,2% en juin dernier. Les dernières enquêtes conduites dans le secteur ne suggèrent pas de ralentissement. L'indice PMI issu de l'enquête ISM a atteint en avril son niveau le plus élevé depuis décembre 2003 (60,4 après 59,6 en mars). Par ailleurs, le secteur non manufacturier semble aussi bénéficier de perspectives plus porteuses. L'indice synthétique NMI a atteint en mars et en avril son niveau le plus favorable depuis 2006.

La chute de l'emploi paraît enrayée avec 550.000 emplois civils créés en avril, après 264.000 en mars. Ceci n'a pas été suffisant pour éviter que le taux de chômage remonte à 9,9% de la population active, contre 9,7% au cours des trois mois précédents, car, en lien avec l'amélioration des perspectives, le taux d'activité s'est redressé. La modération des salaires contribue, avec la déprime du marché immobilier locatif et le niveau élevé des gains de productivité, à une forte modération de l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation). Pour l'inflation totale, le seul risque sérieux est l'évolution des prix des matières premières, de plus en plus dépendants de la demande en provenance des pays émergents. Les contextes intérieur et international n'ont jamais été aussi favorables à une remontée du "billet vert" et la FED ne devrait pas devoir modifier sa politique monétaire dans les mois qui viennent.

EUROPE : Un rebond compromis

Au cours du premier trimestre 2010, le PIB de la **zone Euro** et celui de l'UE27 ont progressé de +0,2% par rapport au trimestre précédent. Au cours du quatrième trimestre 2009, les taux de croissance avaient été respectivement de 0% et +0,1%. Au regard du début de 2009, le PIB de la zone Euro s'est inscrit en hausse de +0,5% et celui de l'UE27 de +0,3%, contre respectivement -2,2% et -2,3% à la fin de l'année dernière. Ces évolutions positives reposent sur quelques grandes économies, principalement l'Allemagne (+1,5%) et la France (+1,2%), ainsi que, dans une moindre mesure, l'Italie (+0,6%). On notera également les résultats favorables enregistrés par le Portugal (+1,7%), la Belgique (+1%) et l'Autriche (+0,5%). L'Espagne (-1,3%) et la Grèce (-2,3%) demeuraient encore en récession.

Le rebond persistant du secteur industriel soutient l'activité dans la **zone Euro**. Les indicateurs de conjoncture industriels se sont fortement redressés au cours des derniers mois, revenant à leur niveau antérieur à la crise financière. Selon Eurostat, la production industrielle a augmenté de +1,4% en mars, après +0,7% en février et +1,9% en janvier. Au regard du point bas de mai 2009, l'augmentation est de +8,5%. Le niveau actuel demeure cependant encore inférieur de -14,4% à celui d'avant la crise.

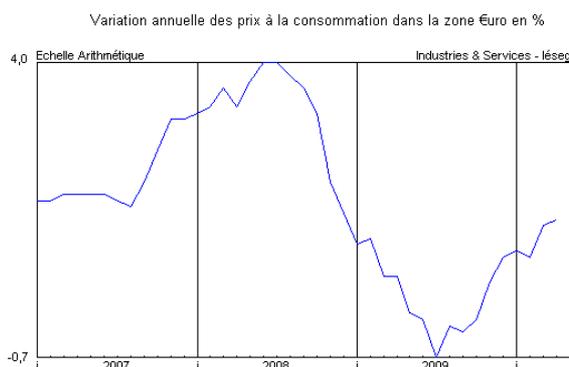


source : Insee et Eurostat

Les secteurs les plus cycliques, comme l'industrie manufacturière, et les pays les plus tournés vers l'exportation, comme l'Allemagne, sont les premiers à bénéficier du regain de la demande mondiale. Selon le Centraal Planbureau néerlandais, le volume des **importations mondiales** de biens s'est redressé de près de +15% entre le creux du printemps 2009 et février 2010, en raison surtout de la vigueur de la demande en provenance des pays émergents. La dépréciation de la monnaie européenne, sans doute excessive de par sa brutalité, est la bienvenue. Mais un taux de change de 1,2 dollar pour un Euro est de l'ordre de la parité d'équilibre.

Les dernières **enquêtes dans l'industrie** continuent de témoigner l'amélioration du moral des chefs d'entreprise. Même si les carnets de commandes ne sont pas encore revenus à l'équilibre, les stocks de produits finis sont devenus insuffisants, ce qui plaide pour de nouvelles augmentations de la production.

Si la **consommation des ménages** s'est stabilisée pour le commerce de détail, les immatriculations d'automobiles neuves ont reculé de -13,6% en avril à un an d'intervalle. Les excédents de capacité restant extrêmement élevés et les perspectives de la demande intérieure atones, les entreprises n'ont pas besoin d'accroître leurs **investissements**. Cela freinera probablement leurs décisions d'embauche. En mars, le taux de chômage s'est maintenu à 10%, son niveau le plus élevé depuis août 1998, et devrait encore augmenter au cours des prochains mois. L'indice de **confiance des ménages**, ne s'est que très légèrement amélioré en avril, à l'exception de l'Allemagne où, il est vrai, le taux de chômage baisse régulièrement depuis l'été dernier. Ailleurs, les consommateurs doutent encore de la vigueur et de la pérennité de la reprise économique.



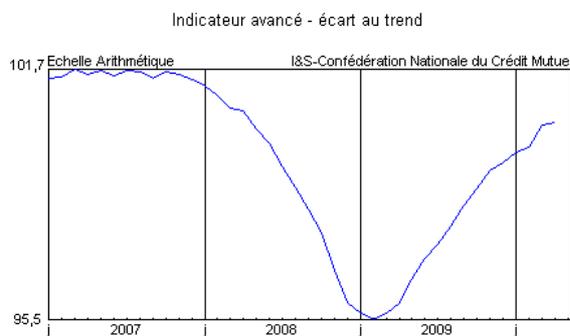
source : Eurostat

Les tensions sur les prix sont contenues. Si **l'inflation** est passée de +0,9% en février à +1,5% en avril, cette accélération est principalement imputable à l'énergie et aux denrées alimentaires. Malgré l'impact qu'exercera la baisse de l'Euro sur le prix des produits importés, il est probable que l'inflation restera en 2010 inférieure au plafond cible fixé à +2% par la BCE.

Dans l'ensemble, le PIB de la zone devrait poursuivre son amélioration en cours d'année, grâce principalement aux exportations qui devraient soutenir l'activité. Toutefois les politiques **d'austérité budgétaire** qui accompagnent le plan de sauvetage des pays du sud de l'Europe vont également peser sur la demande intérieure. Aussi, le PIB ne devrait-il croître que d'à peine +1% cette année et de +1,5% en 2011, après une contraction de -4,1% en 2009.

FRANCE : La reprise ralentit

Selon la première estimation de l'Insee, le **PIB**, en volume, a augmenté de +0,1% au premier trimestre 2010 soit de +0,5% en rythme annuel. Celui-ci est nettement en deçà de celui observé au dernier trimestre 2009 (+2,2% l'an). Le redressement de l'activité amorcé à la mi-2009, qui est quasiment interrompu, a été freiné par une amplification plutôt surprenante du déstockage et le recul attendu des achats d'automobiles par les ménages. L'acquis de croissance pour 2010 au terme du premier trimestre est de +0,7%. Le profil du PIB, en moyenne annuelle, a été révisé sur le passé, selon la nouvelle campagne des comptes nationaux annuels. L'économie française a augmenté de +0,1% en 2008 (+0,2% en données brutes) et a reculé de -2,5% en 2009 (-2,6% en données brutes).



source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Début 2010, l'activité a faiblement progressé dans les secteurs industriels et de services. Sa contraction s'est accentuée dans le secteur de la construction (recul de -8% l'an de la valeur ajoutée), en raison d'aléas climatiques défavorables. Cependant, les enquêtes dans l'industrie (INSEE et PMI) font état d'une nouvelle amélioration du **climat des affaires** en avril. Les carnets de commandes, qui sont toujours jugés bas, continuent de se regarnir. Le **déstockage** qui a pesé sur l'évolution du PIB en début d'année est contradictoire avec l'appréciation que portent les industriels sur le niveau de leurs stocks, ceux-ci n'ayant jamais été jugés aussi bas. Le redressement de l'activité industrielle, principalement dans les secteurs situés en amont des processus de production comme la sidérurgie ou la chimie, vient renforcer l'hypothèse d'une atténuation progressive du déstockage, effet qui viendra soutenir la production. La hausse de l'indice de la **production manufacturière** est régulière, mais son amplitude est faible, en augmentation de +2,8% l'an sur l'ensemble du premier trimestre 2010. L'activité industrielle n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la crise. L'indice, sur les trois derniers mois connus en mars, est encore en retrait de plus de -14% par rapport à son pic d'avril 2008.

Lors de la récession de 1992-93, le précédent pic d'activité industrielle avait été retrouvé 18 mois après le creux d'activité. En prolongeant le rythme de redressement observé depuis le point bas touché en avril 2009, il faudrait 45 mois pour rejoindre le pic d'activité antérieur, ce qui peut paraître pessimiste. Par ailleurs, le redressement des **exportations** s'amplifie. La dépréciation de l'€uro apporte une contribution bienvenue à la restauration de la compétitivité extérieure du système productif. L'**investissement industriel** pourrait s'orienter à la hausse au second semestre 2010.

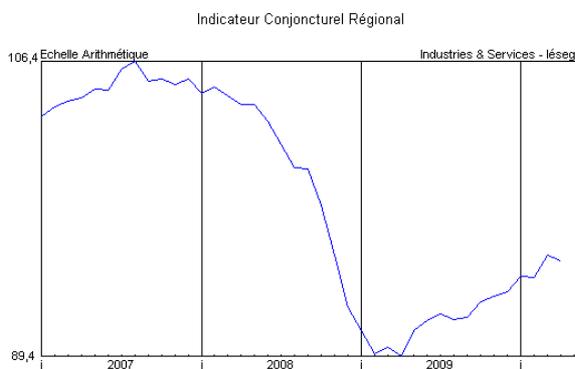


source : Insee, solde des réponses.

Selon les derniers comptes annuels, la progression du **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut des ménages serait de +1,6% contre +2,1% en première estimation. Toutefois, les revenus d'activité des ménages, puis leurs dépenses, pourraient se réorienter à la hausse comme le suggère la remontée des dépenses en produits manufacturés en mars (+1,2%). L'augmentation des **prix** à la consommation devrait néanmoins rester temporaire, vu l'augmentation modérée de l'inflation sous-jacente (+1,4% l'an en avril par rapport à janvier). Le recul des dépenses d'investissement des ménages s'est modéré au premier trimestre (-2,7% l'an). La stabilisation des mises en chantier de logements et la remontée des permis accordés, associées à la progression des nouveaux crédits au logement, suggèrent que le recul de l'**investissement en logement** des ménages pourrait s'interrompre. Aussi, l'orientation favorable des enquêtes de conjoncture, le niveau exceptionnellement faible des stocks comme le redressement progressif de la masse salariale reçue par les ménages et la modération du recul des effectifs employés devraient annoncer une croissance plus soutenue au cours du printemps. Néanmoins, l'évolution à court terme de l'activité sera également tributaire du processus de maîtrise des **comptes publics** qui sera conduit en France comme en zone €uro. En 2009, le déficit public s'est élevé à 7,5% et la dette publique à 78,1% du PIB.

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 17 mai, le redressement de l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseq pour le mois d'avril a comporté une nouvelle pause. L'activité industrielle reste hésitante mais les perspectives des chefs d'entreprise ont continué de s'améliorer. Leurs stocks de produits finis sont restés légèrement inférieurs à la normale et leurs carnets de commandes sont moins dégarnis. Le sous-indicateur des échanges s'est détérioré sous l'effet de la fermeture temporaire des aéroports. La consommation des ménages a stagné mais le sous-indicateur de l'emploi a poursuivi son redressement.



Source : Industries & Services - Iseseq

ACTIVITE

Industries agro-alimentaires : La production a prolongé son amélioration en avril et cette augmentation a concerné presque tous les compartiments à l'exception de la transformation du poisson. Les carnets de commandes sont demeurés confortables dans l'industrie laitière et la transformation de la viande, mais plus étroits dans les autres secteurs. Les prévisions sont généralement optimistes. Elles oscillent entre une croissance modérée et, dans le pire des cas, une stabilisation des volumes.

Biens intermédiaires : L'activité s'inscrit toujours en augmentation mais le développement de la demande se modère. Les stocks de produits finis sont devenus légèrement insuffisants, ce qui donne une réserve de croissance pour les reconstituer. Les pronostics des industriels tablent sur la poursuite du redressement de l'activité mais selon un rythme moins soutenu qu'au cours des derniers mois. Les évolutions récentes montrent cependant un tassement dans la chimie de base et le papier-carton qui ne devrait être que temporaire. En revanche, face à un repli de la demande, la plasturgie s'attend à un ralentissement de ses cadences de production. Une stabilisation est attendue dans la fabrication de produits

métalliques, le textile et les composants électriques et électroniques. En revanche, la parachimie, la sidérurgie et les produits minéraux (verre, matériaux de construction) font état de perspectives toujours très favorables pour les prochains mois.

Biens d'équipement professionnel : La production est demeurée stable tandis que les carnets de commandes et les stocks de produits finis sont désormais jugés conformes à la normale. La construction ferroviaire conserve des cadences élevées et prévoit les augmenter encore. La fabrication des équipements électriques et électroniques envisage également un renforcement de son rythme de production. Pour sa part, l'industrie des équipements mécaniques, qui a enregistré un léger recul sur le mois, devrait maintenir son activité à son niveau actuel.



Source : Industries & Services - Iseseq

Industrie automobile : La production a sensiblement baissé en avril, notamment chez les assembleurs où les carnets de commandes se sont contractés et les stocks sont redevenus légèrement excédentaires. Dans ces conditions, la réduction des cadences devrait se poursuivre dans les prochaines semaines. Les équipementiers ont suivi une évolution semblable mais moins accusée car, malgré une stabilisation de la demande, les carnets de commandes ont repris de la consistance.

Biens de consommation : Dans l'ensemble, l'activité n'a que peu évolué d'un mois sur l'autre. Cependant, la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" a enregistré un rebond et annonce désormais des pronostics plus positifs. En contraste, la fabrication de biens d'équipement du foyer demeure pessimiste en raison d'une situation de plus en plus déséquilibrée. L'industrie graphique connaît toujours des évolutions très irrégulières, faute de visibilité. Enfin, les confectionneurs estiment avoir retrouvé un contexte plus favorable et envisagent une hausse modérée de leurs fabrications.

Construction : Selon les statistiques du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement

Durable et de la Mer relatives au secteur de la construction ([Sit@del2](#)), les données cumulées portant sur les autorisations de bâtir de nouveaux logements sur la période avril 2009-mars 2010 ont montré une variation de -1,6% dans le Nord-Pas de Calais par rapport à la même période 2008-2009, à comparer à une variation nationale de -11,5% (France métropolitaine). Ceci dénote une forte remontée des permis délivrés au cours du seul mois de mars (respectivement +37,4% et +74,8% sur un an). Les mises en chantier de la période de douze mois ont varié, respectivement, de -13,7% et de -14,4%, qui montre également une nette remontée des chiffres mensuels (+81% et +27,8% pour le seul mois de mars). En ce qui concerne la construction neuve non résidentielle, l'évolution annuelle régionale des superficies autorisées (avril 2009-mars 2010) a été de -14,8%, contre -15,9% en France métropolitaine, avec des variations concernant les mises en chantier de -45,6% et de -24,7% dans les deux territoires considérés. Moins favorables que pour le secteur du logement neuf, les données mensuelles révèlent cependant une forte atténuation de la tendance négative antérieure.



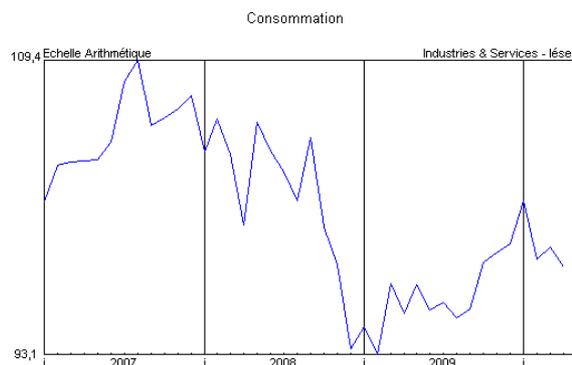
Source : Industries & Services - léség

Services aux entreprises : L'activité s'est encore renforcée au cours du mois écoulé. Les prestations se sont stabilisées dans les secteurs du nettoyage, de l'intérim et de l'ingénierie technique tandis que de nouvelles progressions ont été enregistrées par les sociétés d'informatique et de conseil en affaires et gestion. Le contexte a été moins favorable pour les agences de publicité qui continuent toutefois d'envisager un rebond sensible avant l'été.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels accuse la fin du dispositif de la prime à la casse pour les automobiles. Les achats d'automobiles neuves sont toutefois en hausse à un an d'intervalle mais très en retrait par rapport à ceux du premier trimestre. Dans le commerce de détail, le volume des achats a marqué le pas, même dans l'électronique grand public qui en était l'élément le plus dynamique. Seul le rayon du bricolage semble échapper à la morosité ambiante. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à

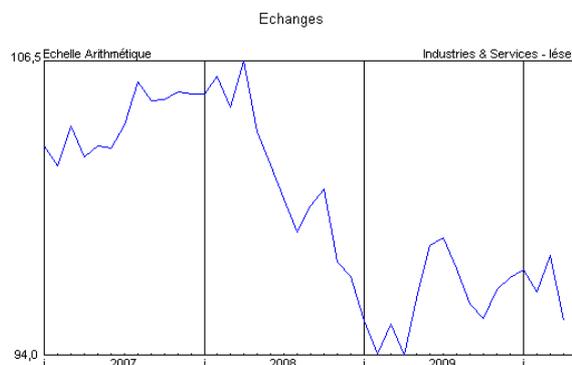
Distance – dont le marché est national – a encore reculé de -6,7% à un an d'intervalle, soit -3,7% pour le seul rayon textile-habillement. Sur un mois, les variations ont été, respectivement, de -3,2% et de -1,4%.



Source : Industries & Services - léség

ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** a encore baissé en avril, avec -27% à un an d'intervalle. Le volume des vracs liquides, composé jusqu'ici de produits pétroliers raffinés, est devenu presque inexistant (-78%), tandis que celui des vracs solides (-5%) se maintient à un faible niveau. Les "marchandises diverses", désormais la seule composante du trafic (72% des volumes) qui participe à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ont progressé d'environ +1%, dont -7% pour le trafic roulier mais +11% pour les conteneurs (en TEU).



Source : Industries & Services - léség

Connues partiellement jusqu'à avril (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises, ont poursuivi leur croissance, un peu moins soutenue qu'en février et mars (+3% à un an d'intervalle selon l'UFIP). Les professionnels, interrogés dans l'enquête de conjoncture du secrétariat régional de la Banque de France portant sur ce même mois, confirment cette amélioration mais demeurent toujours aussi prudents quant à leurs prévisions à court terme. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs se sont très

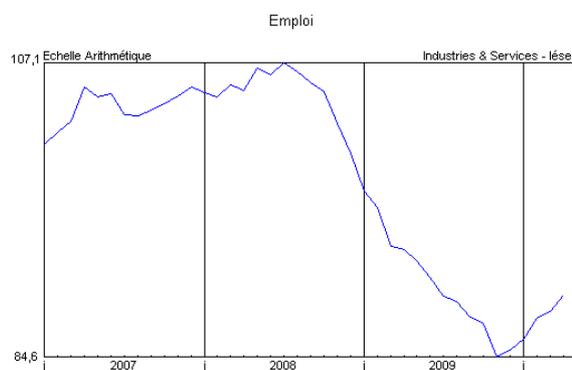
nettement améliorées à un an d'intervalle alors que celles des **véhicules industriels** n'ont juste qu'atténué leur baisse.

Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a interrompu sa croissance en avril. La raison principale en a été la fermeture de l'espace aérien en Europe. Ainsi, les chiffres du mois ne sont pas significatifs : -12,8% pour le total des mouvements de passagers, soit -25,3% pour les vols réguliers (-27% dans l'espace Schengen, y compris les vols intérieurs et -6% pour les vols internationaux) mais +34,6% pour les vols "vacances" concentrés sur le début du mois.

EMPLOI

En mars, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région est demeuré constant par rapport à février pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +7,9% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de -0,2% et +9,8%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,5%, comme en France et de +9,8% contre +12,3% par rapport à mars 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +11% (+14,6% dans le pays) et celui des femmes de +8,5% (+10,1%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à +2,5% (contre +7%) et elle a été de +26,2% (contre +31,4%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus. Alors que le chômage des jeunes a tendance à diminuer depuis avril 2009, la croissance du chômage de longue durée ne connaît aucun ralentissement.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont continué de faiblir. Elles ont baissé de -28,1% sur un an mais augmenté de +0,9% sur un mois (contre, respectivement, -33% et -5,7% en France). Au total, le flux des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de +1,6%, tandis qu'il reculait de -2,8% en France métropolitaine. Dans le même temps, le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +16,1% contre +8,1% dans le pays.



Source : Industries & Services - Iéseg

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées par Pôle Emploi a encore augmenté à un an d'intervalle, avec +22%, contre +15,8% en France métropolitaine. Par catégorie, les évolutions ont atteint +24,3% contre +22,8% pour les offres durables (plus de 6 mois), +23,3% contre +12,8% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et +8,9% contre +4,9% pour les offres occasionnelles (moins d'un mois). Contrairement à février, les augmentations ont dépassé dans tous les cas les variations nationales.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **CONjoncture EUROPéenne et RÉgionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/espace-entreprises/industries-services/>